

Puis-je néanmoins signaler qu'en 1961, lorsque l'indice des prix à la consommation au Canada se rapportant au gaz naturel et au pétrole brut léger de l'Alberta a été extrapolé jusqu'en 1972, le prix a été porté de \$100 à \$139, l'indice du gaz naturel, de \$100 à \$92 et celui du pétrole brut léger de l'Alberta, de \$100 à \$119. Autrement dit, les chiffres montrent une augmentation bien inférieure dans l'indice des prix à la consommation pour le pétrole et le gaz au pays.

Quant à l'assurance en matière d'approvisionnements de pétrole pour l'Est, je lance au ministre un défi, celui de répondre à la question suivante: en juin 1969, la direction de l'Independent Petroleum Association of Canada a eu un entretien avec le premier ministre (M. Trudeau) et les membres de son cabinet au cours duquel elle a exposé en détail les problèmes que posait l'approvisionnement pour les années 70. A cette époque, Ottawa subventionnait allègrement les nouvelles raffineries de l'Est qui transformaient le pétrole d'outre-mer, surtout pour les marchés américains, alors que les puits de pétrole de l'Alberta produisaient à demi-capacité. L'Independent Petroleum Association avait alors exhorté le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour redresser la situation, dont la construction d'un tronçon prolongeant le pipe-line reliant l'Alberta à l'Ontario jusqu'à Montréal afin d'assurer que le Québec soit approvisionné en pétrole.

● (2230)

Le gouvernement avait refusé d'affronter les réalités que nous pouvions alors prévoir pour les années 70, il avait carrément refusé de prolonger le pipe-line jusqu'à Montréal. Il avait également dit à l'Ouest d'aller écouler ses excédents de pétrole là où il le pourrait et quant à l'Est, la politique gouvernementale serait d'alimenter le marché de Montréal en pétrole étranger peu coûteux. Monsieur l'Orateur, si cette politique avait alors été adoptée, nous ne serions pas aux prises avec ce problème actuellement, et il convient de le rappeler au gouvernement.

Je voudrais parler brièvement des relations du Canada avec les États-Unis par suite de la façon d'agir du gouvernement depuis quelques semaines et quelques mois. Puis-je rappeler au gouvernement et au ministre en particulier qu'il y avait eu un problème d'approvisionnement durant l'affrontement au Moyen-Orient dès 1967. Le Canada et les États-Unis avaient collaboré pour atténuer la crise, les États-Unis livrant du pétrole pour remédier à la pénurie dans l'Est du Canada, et l'Ouest fournissant plus de pétrole aux régions américaines accessibles.

Puis-je aussi rappeler au ministre qu'au cours de la Seconde guerre mondiale, alors que le Canada exploitait peu de pétrole, les États-Unis ont exempté notre pays d'une grave pénurie. Je tiens aussi à rappeler au ministre qu'à l'heure actuelle, l'Ontario produit un tiers de son énergie électrique à partir de charbon importé des États-Unis.

Le pipe-line interprovincial qui traverse la frontière américaine pour transporter du pétrole dans l'Est, de même que le pipe-line qui transporte le pétrole brut importé à partir de Portland, dans l'État du Maine, jusqu'à Montréal, dépendent d'un permis présidentiel. Autrement dit, une seule signature pourrait fermer le robinet de ces pipe-lines. Je ne dis pas que le gouvernement des États-Unis serait assez bête pour prendre une telle décision. Toutefois, je tiens à rappeler au gouvernement que nous entretenons avec les États-Unis des relations importantes, qui ont déjà trait à l'énergie, et que le Canada serait bien vulnérable si ce pays décidait d'user de représailles.

Pétrole et gaz

J'ajouterai que le commerce est un autre secteur très important et que si de telles représailles doivent être exercées, ce sera, à mon avis, dans ce domaine. En effet, l'accord canado-américain sur l'automobile serait l'une des ententes les plus importantes pour notre pays qui seraient menacées. Puis-je ajouter que notre pays bénéficie d'un excédent d'environ 1 milliard de dollars dans les échanges de pétrole. Compte tenu des dernières statistiques commerciales, je crois que sans cet excédent commercial en matière de pétrole et de gaz naturel, notre pays éprouverait de plus graves difficultés.

En terminant, je me borne à signaler que la politique du gouvernement découle d'une consultation suivie avec le NPD. J'ai entendu des députés à ma gauche déclarer que le gouvernement fédéral devrait créer une société d'État qui se chargerait de la prospection pétrolière. Monsieur l'Orateur, comment ce parti, étant donné son expérience désastreuse en Saskatchewan, peut-il affirmer qu'une telle société d'État aurait plus de succès qu'une entreprise privée? Je demanderais aussi aux députés à ma gauche où le gouvernement pourrait trouver des capitaux pour une telle...

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est expiré.

M. Barnett J. Danson (York-Nord): Monsieur l'Orateur, au moment d'amorcer ce débat, les députés voulaient savoir quels étaient les projets du ministre au cas où la situation deviendrait critique. Selon moi, le ministre a bien répondu. Il nous a exposé ses projets, tels qu'il les envisage présentement. Ce sont des mesures assez modestes en vue de réduire de 10 p. 100 la consommation de pétrole brut chez nous. Ce sont des mesures que tous les Canadiens appuieront, tout comme d'ailleurs les députés de tous les partis, s'il faut en croire leurs propos à la Chambre ce soir.

La seule solution à l'aspect critique de la situation, ainsi que le député de Calgary-Sud (M. Bawden) l'a signalé, serait la paix au Moyen-Orient. Cela, néanmoins, ne résoudrait pas tous nos problèmes. Notre problème existait avant que n'éclate la crise au Moyen-Orient, et tous les partis se rendent compte maintenant à quel point nous, Canadiens, sommes vulnérables aux forces extérieures, surtout lorsque nos ressources échappent à notre contrôle. Nous avons aussi pensé que nos ressources n'avaient pas de limite. Nous négligions de prêter oreille aux auteurs de «Limits to Growth.» Nous ne voulions pas y croire. Pourtant cela se produit. Même les grandes compagnies pétrochimiques ont été prises par surprise. L'autre jour un dirigeant d'une de ces entreprises, une société multinationale, à New York, m'avoua que même elles n'avaient rien prévu. C'est passablement renversant mais c'est vrai. Elles constatent maintenant que leurs sources de contrats pour des approvisionnements ne sont pas fiables.

Ce débat et cette situation ont fait vivre au pays un moment de vérité, indépendamment de ce qui arrive au Moyen-Orient. Il ne s'agit plus maintenant d'un groupe de nationalistes, d'académiciens, de certains politiciens et de journalistes, et presque de l'unique voix de M. Walter Gordon au cours des ans; il entre maintenant en cause des hommes d'affaires, des cultivateurs, des barbiers, des bouchers et des mères de familles qui s'inquiètent. Je perçois à la Chambre et au pays une impression générale que nous n'allons pas permettre que cela se reproduise, que nous allons faire servir nos ressources aux meilleurs usages possibles et pour nos propres fins.

Il peut y avoir certaines exceptions comme le potentiel du pétrole d'Edmonton, le cheik Peter El Acheed, mais